

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

3^{ème} trimestre 2018

N°41

Décembre 2018

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale.....	6
2.2. Evolution de l'inflation	10
2.3. Secteur extérieur	12
2.4. Finances publiques.....	16
2.5. Situation monétaire.....	18
2.6. Activités de la BRVM	20
2.7. Taux de change effectif réel (TCER)	20
3. Principaux faits marquants.....	21
3.1. Environnement international	21
3.2. Pays de l'UEMOA	21
Conclusion.....	23

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018	7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA....	8
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds).....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds).....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds de FCFA).	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).	Erreur ! Signet non défini.

Liste des graphiques

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)	4
Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA	6
Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union.....	Erreur ! Signet non défini.

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T18	: Troisième trimestre 2018

Résumé

La croissance de l'économie mondiale serait de 3,7% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse de l'activité, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières accommodantes et les répercussions de la politique budgétaire expansionniste des Etats – Unis. Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance devrait être de 3,1% en 2018 et 3,8% en 2019 contre 2,7% en 2017 portée par une amélioration progressive de la situation économique dans les pays exportateurs de produits de base.

En 2018, l'activité économique dans la zone UEMOA devrait enregistrer une croissance de 6,6% comme en 2017. Elle se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017.

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due à l'affermissement de la demande. Au cours du troisième trimestre 2018, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a poursuivi sa progression à la hausse entamée au cours des deux (02) derniers trimestres. En glissement annuel, l'IHPC est ressorti en légère hausse de 0,5%, tandis qu'une très légère progression de 0,1% a été notée en variation trimestrielle.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle baisse dans tous les pays sauf au Togo. Le chiffre d'affaire du commerce et des services a globalement été bien orienté dans les trois (03) pays ayant fourni des données (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal).

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole n'a pas été bonne dans plusieurs Etats principalement au Burkina Faso et à un degré moindre au Niger.

Au niveau des échanges, l'Union affiche une diminution de plus de 618 Mds de ses exportations entre le troisième et le deuxième trimestre de l'année 2018. Cette contreperformance de 18,7% fait suite à une baisse de 12,5% entre les deux (02) premiers trimestres de l'année et semble être la conséquence d'une baisse quasi générale dans tous les Etats sauf au Mali et en Guinée Bissau. Quant aux importations en valeur, elles ont connu une augmentation de 5,5% en liaison avec la hausse observée en Côte d'Ivoire qui serait imputable à toutes les composantes, principalement aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les crédits à l'économie sont en baisse.

Introduction

Le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore chaque trimestre la Note de Conjoncture Economique Régionale afin d'assurer le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Elle s'adresse aux décideurs régionaux et aux populations, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note, troisième de l'année 2018, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2018 et fait une brève projection sur le quatrième trimestre 2018. Elle est divisée en trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'octobre 2018 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2018. Les données nationales proviennent des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

La croissance économique mondiale devrait être de 3,7% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse de l'activité, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières qui demeurent accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis. Cette croissance serait soutenue par une activité en hausse dans les pays avancés qui continueraient de bénéficier de conditions financières souples sur la période considérée, malgré un resserrement progressif.

Aux Etats–Unis, la croissance économique serait de 2,9% en 2018 contre 2,2% en 2017. Cette progression s'expliquerait par une activité plus vigoureuse que prévu, un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017. En effet, la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices et la déductibilité temporaire de tous les investissements devraient stimuler l'activité économique. En 2019, la croissance devrait décélérer pour se situer à 2,5%.

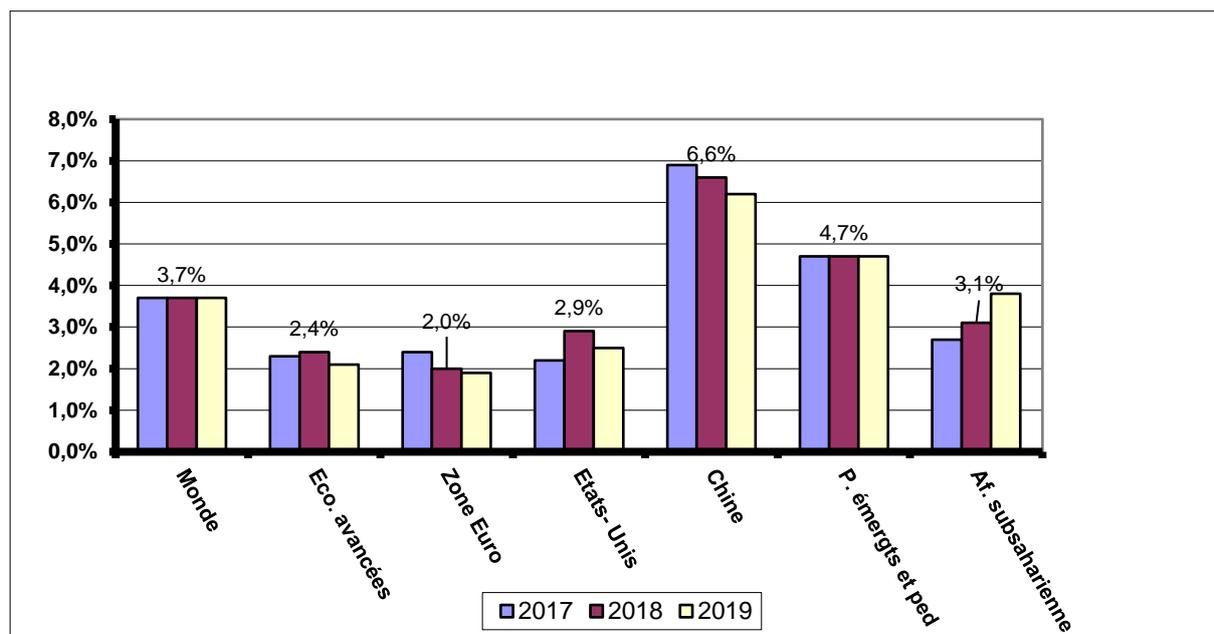
En zone euro, la croissance de l'économie serait de 2,0% en 2018 contre 2,4% en 2017. Cette légère baisse s'explique surtout par une demande intérieure en régression

malgré une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la demande extérieure. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,9% freinée par une faible productivité sur fonds de réformes insuffisantes et d'une évolution démographique défavorable (vieillesse de la population).

Pour sa part, la croissance économique en Chine, devrait fléchir en 2018 pour se situer à 6,6% contre 6,9% en 2017. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une augmentation de la dette non financière en pourcentage du PIB. Le rééquilibrage de l'investissement vers la consommation privée et de l'industrie vers les services se poursuivrait. La croissance devrait encore ralentir à 6,2% en 2019 en raison de l'accumulation de facteurs de vulnérabilités.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance économique serait de 3,1% contre 2,7% en 2017, portée par une amélioration progressive de la situation morose des pays exportateurs de produits de base. Dans le même temps, la croissance s'améliorerait au Nigéria avec le redressement de la production et des cours du pétrole. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,8%.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande. Par ailleurs, le fait que la croissance soit supérieure à la tendance et la réduction des écarts de production par rapport à la production potentielle accentue les tensions inflationnistes. Aux Etats – Unis, l'inflation hors alimentation et énergie devrait passer de 1,8% en 2017 à 2,0% en 2018 puisque la croissance a dépassé son potentiel.

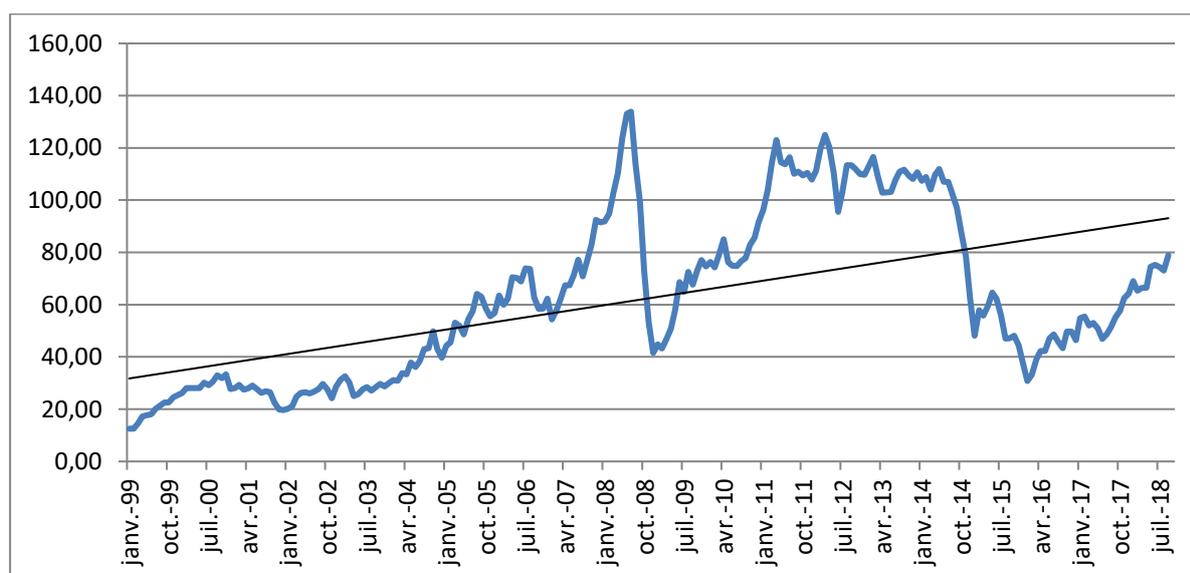
En zone euro, l'inflation hors alimentation et énergie devrait monter de 1,1% en 2017 à 1,2% en 2018 en raison principalement du fait que la croissance dépasserait la tendance.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale devrait passer de 4,0% en 2017 à 4,4% en 2018 en lien avec la hausse des prix de l'énergie et l'importance des écarts de production.

1.3. Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont augmenté de 1,3%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 49,2%. Cette hausse des cours du brut s'explique par les meilleures perspectives économiques mondiales, la prolongation de l'accord de l'OPEP visant à limiter la production et la baisse des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au troisième trimestre 2018, comparativement au deuxième trimestre de cette année, les cours de l'once d'or ont baissé de 7,2%. En glissement annuel, ces cours baissent de 5,1%. Cette mauvaise tenue des cours de l'once d'or provient essentiellement de la diminution du rôle de valeur refuge du métal jaune suite à une conjoncture économique mondiale qui laisse présager des perspectives meilleures.

Les cours du cacao ont baissé de 12,8% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2017, les cours du cacao sont en hausse de 12,6%. Cette baisse des cours s'explique surtout par l'abondance de l'offre dans les principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest, particulièrement en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Entre le troisième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont baissé de 7,8%. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 15,5%. Ce recul des prix du café robusta s'expliquent principalement par la hausse de la production dans certaines régions productrices malgré une amélioration de la demande.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 1,0% comparativement au trimestre précédent et progressé de 15,6% en glissement annuel. Cette tenue mitigée des cours du coton pourrait découler d'une diminution de la demande notamment dans les pays émergents et particulièrement en Chine.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

matières premières	Unité	2018			Variations en %	
		T3	T2	T3	18T3/ 18T2	18T3 17T3
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	50,6	74,5	75,5	1,3	49,2
Cacao	c / kg	199,0	257,0	224,0	-12,8	12,6
Café arabica	c / kg	328,0	297,0	277,0	-6,7	-15,5
Café robusta	c / kg	227,0	193,0	178,0	-7,8	-21,6
Huile d'arachide	\$/tm	1 470,0	1 450,0	1 465,0	1,0	-0,3
Huile de palme	\$/tm	687,0	601,0	612,0	1,8	-10,9
Huile de palmiste	\$/tm	1 173,0	947,0	881,0	-7,0	-24,9
Maïs	\$ / tm	151,1	173,3	157,9	-8,9	4,5
Riz brisé 5%	\$ / tm	404,0	443,0	402,7	-9,1	-0,3
Sorgho	\$ / tm	167,4	173,0	158,9	-8,2	-5,1
Blé	\$ / tm	184,1	215,7	222,4	3,1	20,8
Banane	\$ / tm	83,0	105,0	nd	nd	nd
Farine poisson	\$ / tm	557,0	587,0	nd	nd	nd
Sucre	c/kg	32,0	27,0	25,0	-7,4	-21,9
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	411,1	652,3	624,5	-4,3	51,9
Coton (A Index)	c/kg	179,0	209,0	207,0	-1,0	15,6
Phosphate roche	\$/ tm	96,7	87,6	87,3	-0,3	-9,7
Or non monétaire	\$/ toz	1 278,0	1 307,0	1 213,0	-7,2	-5,1

Source : [PINKSHEET \(Banque mondiale\)](#)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois devrait être de 2,5% en 2018 contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 3,4%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois devrait se situer à 0,3% comme en 2017. En 2019, ce taux pourrait être de -0,2%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2018 comme en 2017. En 2019, ce taux devrait être de 0,1%.

Le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt particulièrement aux Etats – Unis

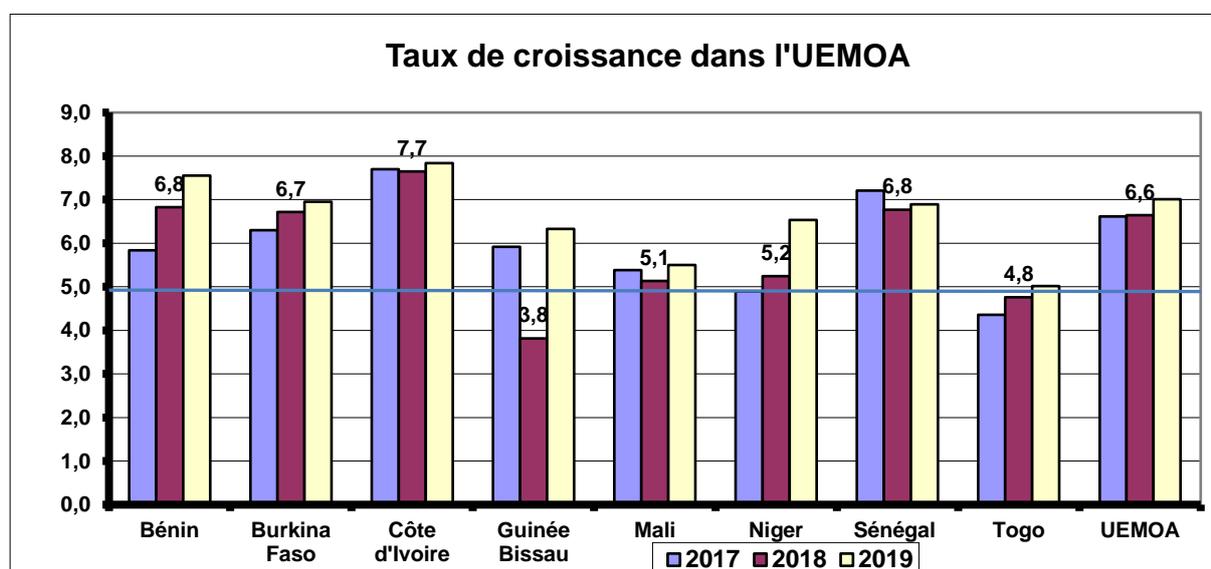
où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2018, l'activité économique de l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,6% comme en 2017. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans plusieurs Etats membres. Pour 2019, il est attendu un taux de croissance de 6,9%.

Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres enregistreraient une croissance supérieure ou égale à 4% en 2018 à l'exception de la Guinée Bissau. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (6,5%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,7%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (5,1%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,8%).

Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau de tous les secteurs.

Activité agricole

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats non satisfaisants dans plusieurs Etats membres notamment au Burkina Faso. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que

les volumes de production les plus importants ont été relevés en Côte d'Ivoire au niveau des cultures d'exportation et au Bénin pour les cultures vivrières.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou (87,4%). Le riz représente 41,0% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 37,0% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 49,0% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 12,4%

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018¹

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin	11.269.403	9,2	1.104.872	21,9
Burkina Faso	4.063.198	-11,0	717.419	0,9
Côte d'Ivoire	17.603.318	7,8	5.368.576	-3,4
Guinée Bissau	401.345	2,0	183.057	-5,5
Mali	10.081.083	8,4	750.000	3,2
Niger	7.963.375	0,6	6.403.455	-0,1
Sénégal	3.437.766	12,4	1.716.083	41,4
Togo	3.498.418	10,6	156.349	2,1
UEMOA	58.317.906	5,8	16.115.202	3,3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a baissé de 5,6%. Cette baisse provient surtout des diminutions de la production de la branche « fabrication de machines et matériels électriques » (-66,7%), de celle « fabrication de machines et matériels électriques » (-50,7%) et de celle de « la fabrication d'ouvrages en métaux » (-36,6%). Au cours de la même période, une hausse importante a été enregistrée au niveau de la branche « activités extractives ».

Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 2,4%.

¹ Estimations

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	3T17	2T18	3T18	Var 3T18/2T18	Var 3T18/3T17
Bénin	130,4	nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	138,7	155,3	nd	nd	nd
Côte d'Ivoire	153,0	174,2	156,6	-5,6%	2,4%
Mali	73,4	86,3	78,0	-9,6%	6,3%
Niger	106,2	95,3	nd	nd	nd
Sénégal	114,0	125,3	118,4	-5,5%	3,9%
Togo	175,0	89,9	114,6	27,5%	-34,5%

Source : INS des Etats membres

Au Mali, au troisième trimestre de l'année 2018, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a baissé de 9,6%. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse de la production des branches suivantes : « égrenage coton » (-100%), et « fabrication de produits en caoutchouc » (-92,3%). En glissement annuel, l'indice progresse de 6,3%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a baissé de 5,5%. Ce mauvais résultat se justifie essentiellement par la diminution de la production dans les branches suivantes : « industries alimentaires » (-30,0%) et « industries mécaniques » (-31,3%). Comparativement à la même période de l'année 2017, la production industrielle a progressé de 3,9%.

Au troisième trimestre 2018², comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a progressé de 27,5% au Togo. Cette progression est surtout imputable aux hausses de production enregistrées dans les branches « production et distribution d'électricité et de gaz », « fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux » et « fabrication de produits alimentaires et boissons ». Toutefois, sur la même période, on a pu noter des hausses significatives, notamment dans les branches suivantes : « éditions, imprimeries et production d'enregistrements » et « fabrication de produits en caoutchouc ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice baisse de 34,5%.

² Données à fin août 2018

Activité dans le commerce et les services³

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a progressé de 7,7% par rapport au trimestre précédent. Cette bonne tenue de l'indice s'explique surtout par les hausses enregistrées au niveau du chiffre d'affaires des secteurs des autres industries, du BTP, de la construction et de l'hébergement et restauration. Il faut aussi souligner les mauvaises performances au niveau des industries métalliques et des industries chimiques.

En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 1,5% en lien avec les hausses des chiffres d'affaires enregistrées par les industries manufacturières et le secteur des autres industries.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail a progressé de 2,3% au troisième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique notamment par les hausses enregistrées aux niveaux des autres produits alimentaires, boissons et tabacs, des autres appareils électriques et électroniques non ménagers et de l'ameublement, équipements et produits ménagers. Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 10,4%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 7,8% au troisième trimestre 2018 comparativement au deuxième trimestre 2018. Cette progression s'explique surtout par la hausse du chiffre d'affaire du commerce de véhicules et du commerce de carburant. En glissement annuel, l'indice a progressé de 11,3% en raison du commerce de pièces détachées et de véhicules.

Au troisième trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 3,9%. Cette augmentation provient essentiellement d'une hausse au niveau des autres services et des services sanitaires. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 1,3% en raison d'une hausse du chiffre d'affaires dans les deux branches précitées.

Créations d'entreprises

1024 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre de cette année contre 1067 entreprises au trimestre précédent, au Bénin, soit une baisse de 4,0%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 16,8%.

Au Niger, 1197 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre 2018 contre 972 au trimestre précédent, soit une hausse de 23,1%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 3,8%.

Au troisième trimestre de cette année, 11611 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 13074 au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 11,2%. Au

³ Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

nombre de celles-ci, on compte 83,9% entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 9,8%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du troisième trimestre 2018, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a poursuivi sa progression à la hausse entamée au cours des deux (02) derniers trimestres. En glissement annuel, l'IHPC est ressorti en légère hausse de 0,5%, tandis qu'une très légère progression de 0,1% a été notée en variation trimestrielle.

Concernant l'évolution des prix en glissement annuel, elle s'explique essentiellement par la relative stabilité des prix observée au niveau des différentes composantes de l'IHPC. En effet, la hausse la plus importante a été celle de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+0,4%), tandis que la baisse la plus importante a été relevée au niveau de la composante « Communication » (-0,2%).

En glissement annuel, cette évolution à la hausse de l'IHPC s'explique par la progression de la plupart de ses sous-indices, notamment ceux relatifs aux composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,5%), « Transport » (+1,3%) et « Restaurants et hôtels » (+0,8%). Cette dynamique a, toutefois, été atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (-0,1%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2017		2018			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T18 / 2T18	3T18 / 3T17
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	122,5	120,7	121,2	121,9	122,4	0,4	-0,1
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	110,4	111,1	111,5	111,5	111,7	0,2	1,2
Articles d'habillement et chaussures	936,4	107,8	108,2	108,3	108,3	108,4	0,0	0,5
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	111,1	111,8	112,6	112,6	112,7	0,1	1,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	113,7	114,7	114,7	114,7	114,5	-0,1	0,7
Santé	360,6	104,3	104,1	104,5	104,5	104,4	0,0	0,1
Transport	1192,2	105,0	105,8	106,1	106,2	106,3	0,1	1,3
Communication	635,1	78,2	76,9	77,0	76,7	76,6	-0,2	-2,0
Loisir et culture	283,2	102,8	103,0	103,1	103,4	103,5	0,1	0,7
Enseignement	271,7	119,4	120,0	120,0	119,9	119,8	-0,1	0,3
Restaurant et hôtel	1010,4	119,8	120,3	120,8	120,9	120,7	-0,1	0,8
Biens et services divers	446,7	108,4	109,1	110,1	110,3	110,3	0,0	1,8
Total	10000,0	112,1	111,9	112,3	112,5	112,7	0,1	0,5

Source : Commission de l'UEMOA

La stabilité de l'IHPC relevée au niveau régional, en variation trimestrielle, traduit dans une large mesure la relative stabilité de l'IHPC en Côte d'Ivoire (+0,1%) et dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au trimestre précédent, la

hausse des prix la plus importante a été enregistrée au Sénégal, avec un taux d'inflation de 0,7%. En dehors, du Sénégal, le taux d'inflation trimestriel est resté en deçà de 0,5% dans les quatre (04) autres pays possédant les pondérations les plus élevées dans le calcul de l'IHPC.

En glissement annuel, la légère progression à la hausse (+0,5%) de l'indice des prix tient à l'évolution contrastée des prix des Etats membres de l'Union. En effet, les baisses de prix observées au Sénégal (-1,0%), en Guinée-Bissau (-0,9%) et au Mali (-0,2%) n'ont que partiellement compensé les hausses de prix enregistrées dans les autres Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+0,4%), au Togo (+0,9%) et au Niger (+3,2%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2017		2018			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T18 / 2T18	3T18 / 3T17
BENIN	807,3	112,3	112,6	111,6	112,4	112,6	0,2	0,3
BURKINA FASO	849,0	109,4	109,2	108,5	109,5	110,0	0,4	0,5
COTE D'IVOIRE	3 796,9	114,9	114,4	115,0	115,3	115,4	0,1	0,4
GUINEE-BISSAU	216,6	112,2	110,2	109,8	110,5	111,2	0,6	-0,9
MALI	740,0	116,3	115,3	114,2	115,3	116,1	0,6	-0,2
NIGER	602,8	111,2	112,0	114,7	114,7	114,8	0,1	3,2
SENEGAL	1 958,6	106,7	106,7	105,6	104,9	105,6	0,7	-1,0
TOGO	1 028,9	116,2	115,0	116,2	117,2	117,2	0,1	0,9
UEMOA	10 000,0	112,1	111,9	112,3	112,5	112,7	0,1	0,5

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais sont restés stables par rapport au deuxième trimestre de l'année 2018, tandis qu'en ce qui concerne les prix des produits énergétiques, l'IHPC y relatif a connu une légère progression de 0,2% sur la même période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et hors énergie, a affiché une très légère hausse de 0,1% au cours du troisième trimestre 2018, comme lors du trimestre précédent.

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-1,3	-2,8	-1,1	0,2	-3,4	0,1	8,4	-2,2	0,0
Indice Energie	1,5	0,5	-0,5	8,7	-0,1	-0,7	0,0	0,8	0,2
Taux d'inflation sous-jacente	0,0	0,3	0,0	-0,1	2,7	-2,1	0,3	0,0	0,1
Produits locaux	-0,6	-0,7	-0,3	0,8	-3,8	-1,7	2,3	-0,8	-0,2
Produits importés	0,8	-0,1	0,3	0,1	6,4	-1,8	0,0	0,4	0,6
Produits du secteur primaire	-1,3	-1,9	-1,1	2,4	-2,9	-0,5	4,4	-3,3	0,0
Produits du secteur secondaire	0,2	0,4	0,1	0,7	-3,1	-1,2	0,2	0,1	-0,2
Produits du secteur tertiaire	0,1	0,0	0,0	0,0	5,5	-0,5	0,4	0,0	0,3
Biens non durables	-0,3	-0,8	-0,7	0,8	-1,7	-0,5	3,3	-0,7	0,0
Biens semi durables	0,0	0,0	0,2	2,4	1,5	0,5	0,0	0,4	0,3
Biens durables	0,0	0,0	0,1	-0,1	-4,1	-1,4	-0,1	0,0	-0,6

Source : Commission de l'UEMOA

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les neuf (09) premiers mois de l'année 2018, le taux d'inflation annuel moyen a été prévu à 0,9% à la fin de l'année 2018.

2.3. Secteur extérieur

Exportations

L'Union affiche une diminution de plus de 618 Mds de ses exportations entre le troisième et le second trimestre de l'année 2018. Cette contre-performance de 18,7% fait suite à une baisse de 12,5% entre les deux (02) premiers trimestres de l'année et semble être la conséquence d'une baisse quasi générale dans tous les Etats sauf au Mali et en Guinée Bissau.

En Côte d'Ivoire, la baisse des exportations en valeur est consécutive au repli à la fois des produits primaires et des produits transformés. Suivant les analyses de la Direction Générale de l'Economie de Côte d'Ivoire, les produits primaires en valeur sont pénalisés par la contraction des ventes des produits issus de l'agriculture industrielle et d'exportation, notamment le cacao fèves, la noix de cajou et le caoutchouc. Les produits transformés subiraient principalement une morosité des ventes des produits de la première transformation qui se contractent.

Au Sénégal, c'est une baisse des exportations de biens (-36,4 Mds) en variation trimestrielle qui est observées. Cette situation résulte principalement de la situation de l'or non monétaire (-68,1 Mds) et du ciment (-0,3 Mds), en rapport avec les replis respectifs des quantités expédiées de 69,4% et 1,9%.

Tableau 4 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18
Bénin	174,13	75,59	80,98	147,15	164,01	161,40
Burkina Faso	446,31	310,72	461,66	593,86	434,71	314,20
Côte d'Ivoire	2 086,45	1 238,72	1 596,68	2 020,13	1 572,60	1 130,33
Guinée Bissau	75,36	35,81	2,93	5,72	47,72	69,32
Mali	352,71	358,86	473,35	456,87	435,78	424,27
Niger	88,28	95,28	108,18	56,83	97,63	117,57
Sénégal	402,71	324,04	323,64	384,20	432,70	396,28
Togo	118,61	90,41	103,23	107,97	113,69	67,36
UEMOA	3 744,56	2 529,43	3 150,65	3 772,73	3 298,84	2 680,73

Source : INS des Etats

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union présente un regain de 5,9% malgré le repli observé dans la première économie de la sous-région (Côte d'Ivoire) et au Togo. Ces replis ont été compensés par les efforts des autres Etats.

Au Sénégal par exemple, la Direction des Prévisions et des Etudes Economiques a souligné que la progression de 22,3% observée en glissement annuel (151,3 Mds) au troisième trimestre 2018 seraient tirées par les produits alimentaires (+39,1 Mds), l'acide phosphorique (+26,1 Mds), les engrais chimiques et minéraux (+9,5 Mds) dont les quantités se sont respectivement accrues de 21,8%, 32,6% et 752,2%. Par ailleurs,

les exportations de produits pétroliers ont augmenté de 7,8 Mds sur la période, du fait d'un effet prix (+31,5%). En revanche, les ventes à l'extérieur d'or non monétaire, de ciment et de titane du troisième trimestre 2018 se sont respectivement repliées de 20,2 Mds, 3,4 Mds et 1,5 Mds sur un an.

Importations

Les importations en valeurs en variation trimestrielle, ont connu une augmentation de 5,5% en liaison avec la hausse observée en Côte d'Ivoire qui serait imputable à toutes les composantes, principalement aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement. La reprise des importations de la Côte d'Ivoire observée aux deux (02) premiers trimestres de l'année s'est poursuivie et confirme le dynamisme de l'activité industrielle.

Les importations de biens du Sénégal affichent une hausse de 15,8 Mds (+1,7%). Cette évolution reflète le renforcement des achats de produits pétroliers (+49,0 Mds) et de « véhicules, matériels de transport et progressent de 12,3%, aidés par un accroissement aussi bien du volume (+7,7%) que du prix (+4,2%) et les biens de consommation enregistrent une hausse modérée de 1,1%.

Au Sénégal, la légère amélioration des importations de 1,3% est soutenue par un accroissement des importations de métaux communs, d'engrais et des pierres céramiques.

En glissement annuel, la tendance de l'Union est à une forte progression de 334,4 mds consécutivement au regain de la Côte d'Ivoire (23,6%). En glissement annuel, les importations du Sénégal ont enregistré une hausse de 5,1% notamment du fait des produits pétroliers, des «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles», des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques. Les autres Etats présentant une relative stagnation.

Tableau 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18
Bénin	360,48	498,88	483,63	337,54	332,48	471,46
Burkina Faso	548,34	584,52	589,50	549,20	554,23	567,48
Côte d'Ivoire	1 619,58	1 326,94	1 380,34	1 399,14	1 472,90	1 640,75
Guinée Bissau	33,13	29,98	31,60	27,87	36,57	25,87
Mali	640,90	732,50	560,60	702,50	653,00	587,60
Niger	248,58	253,19	287,00	343,47	393,83	367,73
Sénégal	908,77	881,25	940,98	942,60	955,30	971,06
Togo	222,82	232,16	261,60	249,91	223,39	241,71
UEMOA	4 582,61	4 539,42	4 535,25	4 552,22	4 621,70	4 873,65

Source : INS des Etats

Taux de couverture

Le déséquilibre du commerce extérieur s'est accentué au 3^{ème} trimestre de 2018 à l'instar des trimestres précédents malgré la bonne performance de la Guinée Bissau (+137,5%).

Le repli des exportations observé dans l'ensemble de l'Union a affecté négativement le taux de couverture qui présente un recul de 16,4 points de pourcentage comparativement au trimestre passé.

La Côte d'Ivoire affiche un repli de 37,8 points de pourcentage, tandis qu'au Sénégal le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié de 4,5 points de pourcentage.

En glissement annuel, le taux présente une quasi stabilité.

Tableau 6 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18
Bénin	48,31%	15,15%	16,75%	43,59%	49,33%	34,23%
Burkina Faso	81,39%	53,16%	78,31%	108,13%	78,44%	55,37%
Côte d'Ivoire	128,83%	93,35%	115,67%	144,38%	106,77%	68,89%
Guinée Bissau	227,46%	119,43%	9,26%	20,52%	130,49%	267,97%
Mali	55,03%	48,99%	84,44%	65,04%	66,74%	72,20%
Niger	35,51%	37,63%	37,69%	16,55%	24,79%	31,97%
Sénégal	44,31%	36,77%	34,39%	40,76%	45,29%	40,81%
Togo	53,23%	38,94%	39,46%	43,20%	50,89%	27,87%
UEMOA	81,71%	55,72%	69,47%	82,88%	71,38%	55,00%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le troisième trimestre 2018 a vu une détérioration du solde commercial dans l'UEMOA qui est toujours déficitaire à hauteur de 1 192,9 mds. Ce niveau est largement plus important que celui du trimestre précédent qui était évalué à 1322,6 mds. En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est détérioré de 870,0 mds. Cette contreperformance est la conséquence de la faible performance de la Côte d'Ivoire qui affiche un déficit de 510 mds, alors qu'au cours des périodes précédentes elle portait la sous-région.

En glissement annuel, le solde commercial affiche une détérioration de 182,9 mds.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18
Bénin	-186,35	-423,29	-402,64	-190,39	-168,47	-310,06
Burkina Faso	-102,03	-273,80	-127,84	44,66	-119,51	-253,29
Côte d'Ivoire	466,86	-88,22	216,34	620,99	99,70	-510,42
Guinée Bissau	42,23	5,83	-28,67	-22,15	11,15	43,45
Mali	-288,19	-373,64	-87,25	-245,63	-217,22	-163,33
Niger	-160,30	-157,90	-178,82	-286,64	-296,20	-250,16
Sénégal	-506,06	-557,20	-617,34	-558,40	-522,60	-574,78
Togo	-104,21	-141,75	-158,37	-141,94	-109,70	-174,34
UEMOA	-838,05	-2 009,98	-1 384,60	-779,49	-1 322,86	-2 192,92

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

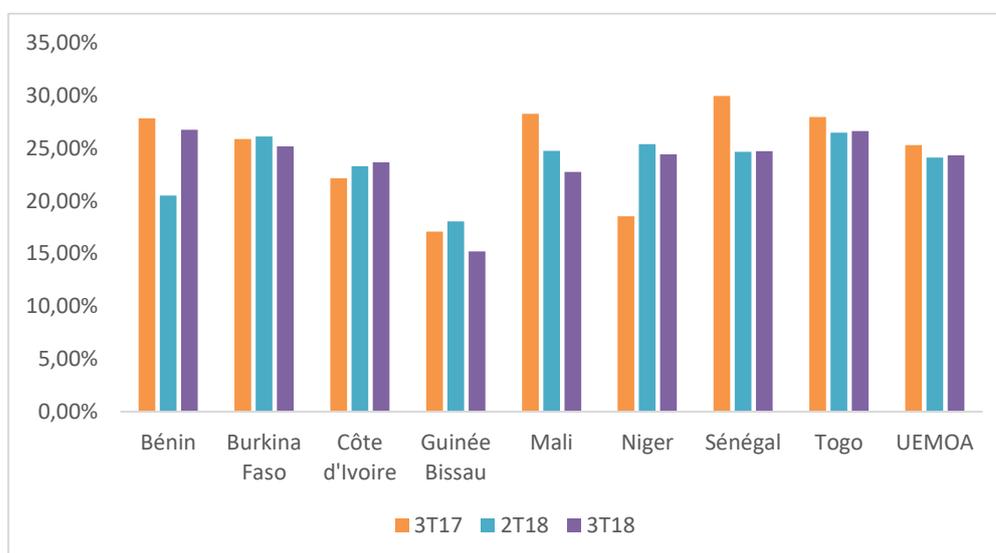
Compétitivité extérieure

Taux de pénétration

Le troisième trimestre de l'année 2018 est caractérisé par une légère amélioration du taux de pénétration comparativement au trimestre précédent. Le Taux de pénétration de l'Union pour l'avant dernier trimestre de l'année 2018 est de 24,3% contre 24,1% à la période précédente.

Sur une analyse annuelle, il est observé un recul de un point de pourcentage par rapport au troisième trimestre de l'année 2017. Cette situation traduit bien les difficultés d'amélioration de la production et des exportations des Etats de l'Union.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2018, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes totales se sont établies à 2766,6 mds contre 2984,7 mds au troisième trimestre de l'année 2017. En d'autres termes, cette évolution des recettes publiques totales correspond à une diminution de 218,1 mds en valeur absolue et une baisse relative de 7,3% en glissement annuel.

Tableau 81 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	240,4	386,3	1043,1	22,7	319,7	217,8	441,7	95,0
	<i>216,0</i>	<i>354,3</i>	<i>1132,3</i>	<i>24,1</i>	<i>437,2</i>	<i>159,4</i>	<i>538,3</i>	<i>123,0</i>
	11,3%	9,0%	-7,9%	-5,9%	-26,9%	36,6%	-17,9%	-22,7%
Recettes Fiscales	197,2	355,8	840,1	20,5	263,6	184,4	377,7	89,6
	<i>175,2</i>	<i>318,4</i>	<i>843,1</i>	<i>21,6</i>	<i>338,3</i>	<i>147,2</i>	<i>423,1</i>	<i>110,4</i>
	12,5%	11,8%	-0,4%	-5,1%	-22,1%	25,3%	-10,7%	-18,8%
Recettes non fiscales	43,2	30,5	162,1	2,2	12,4	27,6	25,7	5,4
	<i>40,8</i>	<i>35,9</i>	<i>139,2</i>	<i>2,5</i>	<i>55,7</i>	<i>12,2</i>	<i>16,2</i>	<i>12,2</i>
	5,8%	-15,2%	16,5%	-12,6%	-77,6%	126,2%	58,6%	-55,9%
Dépenses Totales	350,9	902,8	1522,5	24,4	402,8	372,8	1456,7	140,7
	<i>313,6</i>	<i>499,7</i>	<i>1346,3</i>	<i>25,7</i>	<i>500,5</i>	<i>276,3</i>	<i>870,2</i>	<i>167,8</i>
	-10,0%	0,8%	2,1%	19,2%	-2,4%	26,5%	-13,1%	-19,0%
Dépenses Courantes	204,1	349,8	865,0	29,6	-	208,7	301,6	121,2
	<i>200,7</i>	<i>298,1</i>	<i>803,1</i>	<i>24,5</i>	-	<i>177,7</i>	<i>242,2</i>	<i>118,5</i>
	1,7%	17,3%	7,7%	21,1%	-	17,4%	24,5%	2,3%
Dépenses en Capital	78,0	154,1	658,5	1,0	135,6	140,8	215,1	14,7
	<i>112,8</i>	<i>201,6</i>	<i>363,2</i>	<i>11,7</i>	<i>205,4</i>	<i>98,5</i>	<i>418,5</i>	<i>37,4</i>
	-30,9%	-23,6%	81,3%	-91,3%	-34,0%	42,9%	-48,6%	-60,8%
Solde Global	-41,7	-93,5	-331,0	-5,8	-168,6	-131,7	-314,6	-26,2
	<i>-97,5</i>	<i>-122,4</i>	<i>-233,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-63,3</i>	<i>-111,6</i>	<i>-331,9</i>	<i>3,6</i>
	-57,2%	-23,6%	41,5%	-638,6%	166,6%	18,0%	-5,2%	-822,7%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2017. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, les données conjoncturelles du troisième trimestre 2018 indiquent que la baisse constatée des recettes totales s'explique essentiellement par les diminutions de recettes observées au Mali (-117,6 mds, soit -26,9%), au Sénégal (-96,6 mds, soit -17,9%), en Côte d'Ivoire (-89,2 mds, soit -7,9%) et au Togo (-28,0 mds, soit -22,7%). Toutefois, il est à noter que les recettes totales se sont affichées en hausse au Niger

(+58,4 mds, soit +36,6%), au Bénin (+24,3 mds, soit +11,3%) et au Burkina Faso (+32,0 mds, soit +9,0%) sur la période.

Du point de vue des composantes des recettes budgétaires, il ressort de l'analyse des données du troisième trimestre 2018 que l'évolution à la baisse des recettes totales a aussi bien résulté d'une diminution des recettes fiscales que des recettes non fiscales. En effet, les recettes fiscales de l'Union se sont inscrites en baisse de 48,4 mds (-2,0%), en glissement annuel, pour s'établir à 2328,9 mds au troisième trimestre 2018. Cette baisse des recettes fiscales s'explique dans une large mesure par les diminutions de ces recettes relevées au Mali (-74,7 mds, soit -22,1%), au Sénégal (-45,4 mds, soit -10,7%) et au Togo (-20,7 mds, soit -18,8%).

Sur la même période, les recettes non fiscales se sont, quant à elles, affichées en baisse de 5,6 mds (-1,8%) pour se situer à 309,1 mds au cours de l'avant-dernier trimestre de l'année 2018. Cette dynamique des recettes non fiscales a été essentiellement impulsée par la baisse de 43,2 mds (-77,6%) de ces recettes au Mali et, dans une moindre mesure, par les diminutions enregistrées au Togo (-6,8 mds, soit -55,9%) et au Burkina Faso (-5,5 mds, soit -15,2%). En effet, ces baisses n'ont que partiellement été compensées par les hausses de recettes observées en Côte d'Ivoire (+22,9 mds, soit +16,5%), au Niger (+15,4 mds, soit +126,2%) et au Sénégal (+9,5 mds, soit +58,6%).

2.4.2. Dépenses

Au troisième trimestre 2018, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en repli de 79,3 mds, soit une diminution relative de 2,0% par rapport au troisième trimestre de l'année 2017. Cette évolution des dépenses publiques de l'Union tient essentiellement à la baisse de 113,2 mds (-13,1%) des dépenses totales au Sénégal et, dans une moindre mesure, à celles enregistrées au Bénin (-31,5 mds, soit -10,0%), au Togo (-31,9 mds, soit -19,0%) et au Mali (-12,2 mds, soit -2,4%). Il faut toutefois souligner que, sur la période, les dépenses totales se sont inscrites en hausse au Niger (+73,2 mds, soit +26,5%) et en Côte d'Ivoire (+27,8 mds, soit +2,1%).

Du point de vue des composantes des dépenses publiques, l'analyse des données conjoncturelles au troisième trimestre 2018 permet de constater que la dynamique de baisse des dépenses totales a essentiellement résulté de la baisse de 51,5 mds (-3,6%) des dépenses en capital, en glissement annuel. Cette baisse des dépenses en capital s'explique principalement par le repli de 203,4 mds (-48,6%) des dépenses en capital au Sénégal et, dans une moindre mesure, par la baisse des dépenses d'investissement observée dans les autres Etats membres de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire (+295,3 mds, soit +81,3%) et du Niger (+42,3 mds, soit +42,9%).

En effet, par rapport au troisième trimestre de l'année 2017, les dépenses courantes se sont affichées en hausse dans tous les Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+61,9 mds, soit +7,7%), au Sénégal (+59,4 mds, soit +24,5%), au Burkina Faso (+51,7 mds, soit +17,3%) et au Niger (+31,0 mds, soit +17,4%).

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au troisième trimestre 2018 indique que, globalement, la position budgétaire déficitaire de l'Union s'est dégradée de 157,3 mds par rapport au troisième trimestre de l'année 2017, pour se situer à 1113,2 mds. Cette dynamique de la position budgétaire régionale s'explique dans une large mesure par l'aggravation des déficits budgétaires observée au Mali (-105,4 mds, soit +166,6%) et en Côte d'Ivoire (-97,1 mds, soit +41,5%). Sur la période, seuls le Bénin (+55,8 mds, soit -57,2%), le Burkina Faso (+28,9 mds, soit -23,6%) et le Sénégal (+17,3 mds, soit -5,2%) ont affiché des améliorations de leurs positions budgétaires, même si celles-ci sont restées déficitaires.

2.5. Situation monétaire

2.5.1 Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre de l'année 2018, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent que la masse monétaire s'est inscrite en baisse de 295,2 mds à l'échelle régionale, correspondant à un léger repli de 1,2%, par rapport au deuxième trimestre de la même année. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par les reculs de la masse monétaire observés dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (-154,1 mds, soit -4,2%) et en Côte d'Ivoire (-81,6 mds, soit -0,9%). Sur la période, seuls le Togo (+49,0 mds, soit +3,0%) et le Mali (+12,1 mds, soit +0,5%) affichent des augmentations de leurs disponibilités monétaires.

2.5.2 Actifs extérieurs nets

Concernant les Actifs extérieurs nets, l'analyse des données du troisième trimestre 2018 permet de constater une baisse de 351,9 mds, correspondant à une détérioration relative de 4,7%, en comparaison avec la situation du trimestre précédent. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union tient essentiellement aux baisses des actifs extérieurs nets respectivement observées en Côte d'Ivoire (-405,2 mds, soit -16,5%), au Sénégal (-250,3 mds, soit -12,6%) et au Burkina Faso (-235,6 mds, soit -15,9%). En effet, cette tendance à la baisse des actifs extérieurs nets n'a que partiellement été compensée par la hausse de 579,8 mds (+144,8%) constatée au Bénin et, dans une bien moindre mesure, au Niger (+64,6 mds, soit +33,5%) et en Guinée-Bissau (+15,6 mds, soit 5,8%).

2.5.3 Créances sur les autres secteurs

Les données conjoncturelles du troisième trimestre 2018 sur la situation monétaire montrent que les créances du secteur bancaire sur les secteurs de l'économie autres que l'administration centrale se sont affichées en baisse de 218,1 mds (-1,1%), par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des crédits bancaires au secteur privé s'explique par les baisses observées dans cinq (05) des Etats membres de l'Union, à

savoir, respectivement, le Mali (-107,6 mds, -4,2%), le Niger (-85,3 mds, soit -7,2%), le Bénin (-54,3 mds, -3,9%), le Sénégal (-40,8 mds, soit -1,0%) et la Guinée-Bissau (-40,4 mds, soit -30,0%). Sur la période, seuls le Burkina Faso (+56,1 mds, soit +2,2%) et le Togo (+51,5 mds, soit +4,3%) ont affiché des progressions relativement significatives à la hausse. En effet, en variation trimestrielle, les créances du secteur bancaire sur le secteur privé n'ont enregistré qu'une très légère hausse de 2,7 mds (+0,04%) en Côte d'Ivoire.

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1 364,5	3 496,9	8 941,5	387,6	2 582,7	1 076,1	4 914,6	1 692,5
	<i>1 389,7</i>	<i>3 651,0</i>	<i>9 023,1</i>	<i>411,2</i>	<i>2 570,6</i>	<i>1 109,2</i>	<i>4 953,3</i>	<i>1 643,5</i>
	-1,8%	-4,2%	-0,9%	-5,7%	0,5%	-3,0%	-0,8%	3,0%
Actifs Extérieurs Nets	980,4	1 246,6	2 050,0	284,0	152,5	257,7	1 737,2	471,4
	<i>400,5</i>	<i>1 482,1</i>	<i>2 455,2</i>	<i>268,4</i>	<i>193,8</i>	<i>193,1</i>	<i>1 987,5</i>	<i>551,0</i>
	144,8%	-15,9%	-16,5%	5,8%	-21,3%	33,5%	-12,6%	-14,5%
Banque centrale	271,1	216,1	-	202,4	101,8	223,2	1 319,6	-
	<i>339,7</i>	<i>415,4</i>	-	<i>229,1</i>	<i>155,1</i>	<i>221,0</i>	<i>1 532,3</i>	-
	-20,2%	-48,0%	-	-11,6%	-34,4%	1,0%	-13,9%	-
Banques Commerciales	709,3	1 030,5	-	81,5	50,8	34,6	417,6	-
	<i>608,4</i>	<i>1 066,8</i>	-	<i>39,3</i>	<i>38,6</i>	<i>-27,8</i>	<i>455,2</i>	-
	16,6%	-3,4%	-	107,3%	31,3%	-224,5%	-8,3%	-
Créances sur les autres secteurs	1 329,4	2 605,2	6 407,7	94,2	2 468,9	1 098,0	4 036,3	1 247,8
	<i>1 383,7</i>	<i>2 549,2</i>	<i>6 405,0</i>	<i>134,6</i>	<i>2 576,5</i>	<i>1 183,3</i>	<i>4 077,1</i>	<i>1 196,3</i>
	-3,9%	2,2%	0,0%	-30,0%	-4,2%	-7,2%	-1,0%	4,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	254,3	78,1	1 984,6	51,9	633,1	217,5	385,1	257,9
	<i>280,9</i>	<i>-9,1</i>	<i>1 846,6</i>	<i>59,7</i>	<i>430,0</i>	<i>204,8</i>	<i>119,6</i>	<i>216,4</i>
	-9,5%	-961,1%	7,5%	-13,1%	47,24%	6,2%	222,0%	19,2%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2018. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.4 Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre 2018, il apparaît que la position nette des administrations publiques de l'Union vis-à-vis du secteur bancaire s'est détériorée en s'établissant à 3862,5 mds, contre 3148,9 mds au deuxième trimestre de la même année. Cette évolution au niveau de l'Union (+713,5 mds) correspond à une progression relative de 22,7%. Du point de vue des Etats membres, cette augmentation des créances du secteur bancaire sur les administrations publiques résulte essentiellement des hausses relativement importantes relevées,

respectivement, au Sénégal (+265,5 mds, soit +222,2%), au Mali (+203,1 mds, soit +47,2%) et en Côte d'Ivoire (+138,0 mds, soit +7,5%). Sur la période, seuls les administrations publiques du Bénin (-26,6 mds, soit -9,5%) et de la Guinée-Bissau (-7,8 mds, soit -13,1%) ont affiché des diminutions de leurs engagements envers le secteur bancaire.

2.6. Activités de la BRVM⁴

La situation de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à fin septembre 2018 est caractérisée par la contraction des indices de référence et de la capitalisation boursière. Les indices BRVM 10 et BRVM composite baissent respectivement de 12,5% et de 16,4%, sous l'effet du reflux de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment les indices « BRVM-Industries » (-32,0%), « BRVM-Finances » (-18,4%), « BRVM- Distribution » (-22,9%), « BRVM-Transport » (-14,1%) et « BRVM-Services Publics » (-12,9%). Seul l'indice « BRVM-Autres secteurs » (+18,7%) évolue favorablement.

Au niveau de la capitalisation boursière, celle du marché des actions recule de 11,8% tandis que la capitalisation du marché des obligations s'accroît de 13,2%. Dans l'ensemble à fin septembre 2018, la capitalisation boursière composite replie de 3,8% en glissement annuel pour se situer à 8 731,7 Mds.

Le volume et la valeur transigés sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2018 décroissent de 42,6% et de 0,9% respectivement. Sur le mois de septembre 2018, la valeur totale des transactions s'établit à 13,4 Mds pour 3 160 997 titres échangés. Le taux de rotation en moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est situé à 0,93 %. Quant au taux de rendement moyen et la rentabilité globale moyenne au 28 septembre 2018, ils s'affichent à 6,86 % et -3,69% respectivement avec un ratio capitalisation sur bénéfiques (PER) moyen de 12,07 et une prime de risque à 2,29 %.

2.7. Taux de change effectif réel (TCER)⁵

Le taux de change effectif réel (TCER) a baissé de 2,1% au troisième trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution traduit un gain de compétitivité de l'Union lié principalement au différentiel d'inflation favorable à l'Union (-3,0%) par rapport à ses partenaires, atténué par une hausse du taux de change effectif nominal (+0,8%).

L'évolution du taux de change effectif nominal au troisième trimestre 2018 traduit l'appréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au cedi ghanéen (+2,9%), au rand sud-africain (+5,7%), au dollar canadien (+3,3%), au franc suisse (+1,2%) et au yuan chinois (+1,1%). A la même période, le taux d'inflation dans l'Union s'est situé à 0,9% contre 3,9% en moyenne au niveau des pays partenaires

⁴ Tiré de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin mars 2018

⁵ Extrait du Rapport au Comité de Politique Monétaire de la BCEAO.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Septembre 2018 – Brexit: Toyota menace à son tour de suspendre sa production au Royaume-Uni. En cas de Brexit sans accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, le constructeur automobile japonais Toyota menace de suspendre temporairement la production de l'une de ses usines britanniques. Déjà d'autres constructeurs automobiles ont mis en garde le gouvernement britannique contre les risques d'un divorce sans accord sur les importations-exportations.

Source : rfi.fr

Septembre 2018 – Crise en Argentine: le FMI accorde une rallonge de 7 milliards de dollars. Secouée par une crise économique et sociale, l'Argentine a obtenu du Fonds monétaire international une rallonge de 7 milliards de dollars. Le prêt passe donc de 50 à 57 milliards de dollars et le calendrier des versements est accéléré. Après la mise à l'écart du gouverneur de la Banque centrale, Buenos Aires veut sortir de la zone de turbulences.

Source : rfi.fr

Septembre 2018 –. Les pays producteurs de pétrole se sont accordés pour maintenir le contrôle de leur production. Mais, cet été, les objectifs de réduction ont été dépassés, créant des inquiétudes sur la disponibilité du pétrole face à la demande internationale. Alors, à Alger, les pays producteurs ont annoncé qu'ils visaient un respect strict de l'accord : comprendre, la production va augmenter à nouveau d'environ 500 000 barils par jour pour atteindre l'objectif initial.

Source : rfi.fr

Août 2018 - La sécheresse fait flamber le prix des céréales. La sécheresse qui sévit dans plusieurs régions du monde a fait baisser les récoltes de blé et autres céréales, dont les prix s'envolent sur les marchés mondiaux. Les producteurs se félicitent plutôt de ces hausses de prix, mais les pays pauvres risquent bien de pâtir de cette situation.

Source : rfi.fr

3.2 Pays de l'UEMOA

Septembre 2018 – Côte d'Ivoire : La BAD a quintuplé ses appuis financiers en cinq ans. Les financements de la BAD en Côte d'Ivoire ont quintuplé en cinq ans et permis de soutenir le Plan national de développement (PND), a annoncé à Abidjan, la ministre ivoirienne du Plan et du Développement, Mme Nialé Kaba.. Le portefeuille de la Banque africaine de développement (BAD) sur "la période 2013-2017, est passé de

152,2 milliards de francs CFA (231 millions d'euros) à 802,6 milliards (1,2 milliard d'euros), dont près de 56% sont destinés aux infrastructures routières.

Source : IZF.NET

Septembre 2018 – Niger : Des centaines de camions de marchandises destinés au Niger, sont bloqués depuis une semaine au Bénin, le pont sur le fleuve Niger étant coupé après des fortes pluies. Le pont qui est la seule voie entre le Niger et le port béninois de Cotonou est devenu impraticable après avoir été gravement endommagé le 5 septembre par des pluies torrentielles, selon les autorités des deux Etats. C'est par ce même pont que le yellow cake, le concentré d'uranium, extrait dans le nord du Niger, transite vers le port de Cotonou pour être expédié en France.

Source : IZF.NET

Août 2018 – Bénin : La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a mis en place un mécanisme pour accompagner les petites et moyennes entreprises et industries dans leur quête de financement. Cet instrument, dénommé Dispositif de soutien au financement des Pme/Pmi, a été lancé à Cotonou il y a quelques jours. Il vient en renfort au développement de l'économie béninoise. La cérémonie officielle de lancement a eu lieu en présence de plusieurs ministres et de cadres du secteur bancaire du Bénin et de la sous-région.

Source : IZF.NET.

Juillet 2018 : La Banque mondiale a approuvé un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) d'un montant de 30 millions de dollars (plus de 16 milliards de francs CFA) pour aider le Togo à relever les défis du développement urbain et à réduire les lacunes dans la prestation des services publics dans certaines des villes les plus peuplées du pays. Ce financement, destiné au Projet d'infrastructure et de développement urbain (PIDU), permettra de rénover, réhabiliter et améliorer les infrastructures dans les quartiers mal desservis de trois villes (Lomé, Kara, Dapaong).

Source : togoreforme.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au troisième trimestre 2018 est mitigée. En effet, la campagne agricole 2017/2018 a certes donné des résultats satisfaisants dans beaucoup de pays de l'Union sauf quelques-uns mais, la production industrielle a baissé dans tous les pays dont les données sont disponibles sauf au Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a augmenté dans tous les Etats membres. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en baisse.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré une baisse des exportations et une hausse des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les actifs extérieurs nets, la masse monétaire et les créances intérieures ont tous enregistré des baisses. Cependant, tenant compte du poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est mal orientée au cours du trimestre étudié.

Par ailleurs, ce troisième trimestre de l'année est caractérisé par la confirmation de l'amélioration de l'environnement international. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et favoriserait la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union.

Considérant les évolutions positives constatées dans les pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entraîner la poursuite de l'amélioration de la conjoncture au quatrième trimestre 2018.

Au plan des prévisions, le FMI est optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour le reste de 2018 et, en conséquence, de la bonne tenue des cours des matières premières. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et celle des pays de l'Union ne devrait pas être en reste, ce qui devrait favoriser la bonne orientation de la conjoncture dans les prochains mois.